

# Info Marne

## SOMMAIRE *(cliquez sur l'article)*

Choose France - France Travail les deux faces d'une même pièce .....	1
Bétheny : la colère des postiers .....	2
Reims - Saint-Léonard : Steelcase le mirage d'Invest in Reims .....	2
Reims - Orange : augmentez les salaires, pas les dividendes ! .....	2
Vatry - GXO Logistics : Mouvement suspendu .....	2
France 3 / France Bleu : l'audiovisuel public en fusion .....	3
Cheminots : Le 28 mai, remettons le trafic sur de bons rails ! .....	3
Reims - TUR : dégraissage annoncé .....	3
Champagne : la CGT opposée au travail à la tâche .....	4
Châlons-en-Champagne : l'Intersyndicale a rencontré le préfet .....	4
Reims - Institut Michel Fandre : Les oubliés du Ségur à Paris .....	4
Reims : INDECOSA au service des salariés et retraités .....	4
Épernay : Développons la CGT .....	5
Châlons-en-Champagne : NO PASARÀN ! .....	5

## Édito : Choose France - France Travail les deux faces d'une même pièce

Le grand cirque « Choose France » orchestré par Emmanuel Macron, n'aura trompé personne. Derrière cette vitrine tape-à-l'œil censée attirer les investisseurs étrangers se cache une réalité amère : l'abandon du monde du travail livré à la dérégulation et à la précarisation. Un trompe-l'œil grossier qui ne sert qu'à masquer la logique mortifère des politiques néolibérales de ce gouvernement.

Et comme par hasard, quelques jours après « Choose France », survient France Travail et la réforme de l'assurance chômage, promise aux grands patrons étrangers pour les attirer dans le nouvel Eldorado hexagonal.

Elle se traduira par un durcissement sans précédent des conditions d'indemnisation des privés d'emplois. La réforme veut forcer les chômeurs à accepter, sous peine de sanctions, n'importe quel poste, précaire et sous-payé, et à les transformer en main-d'œuvre docile et bon marché, et même gratuite, dans le cas du RSA. Une politique de classe, injuste et méprisante, qui creusera encore les inégalités et précarisera encore plus des millions de travailleurs, tout en enrichissant une minorité déjà privilégiée, et servira de boulevard à l'imposture sociale de l'Extrême-droite.

Il est vraiment temps de changer de cap. Il faut une politique économique qui place les travailleurs au cœur des stratégies, avec des emplois stables, des salaires décents, des conditions de travail dignes, une sécurité sociale renforcée, des services publics protégés et développés.

C'est le message qu'envoient les salariés d'un nombre grandissant de secteurs dans le département, ceux de la Poste à Bétheny, de Steelcase à Saint-Léonard, d'Orange, de la santé, de l'audiovisuel public, des transports, du champagne, de la SNCF, de GXO à Vatry, des pompiers du SDIS (service départemental d'incendie et de secours) ...

Tous mobilisés contre les effets d'une politique néolibérale destructrice, d'une course aux profits absurde qui ne profite qu'à la même minorité de privilégiés.

Philippe BENMANOU, Secrétaire à la Vie Syndicale



24 mai 2024

#64

Union Départementale  
des syndicats CGT de la Marne

15, boulevard de la Paix  
BP 11215

51058 Reims Cedex

Tél. 03 26 88 23 04

[udcgt51@laposte.net](mailto:udcgt51@laposte.net)

[www.udcgt51.fr](http://www.udcgt51.fr)



## Bétheny : La colère des postiers

Les facteurs du site de distribution de Bétheny, aux Docks rémois, sont en colère. Ils n'en peuvent plus. Ils sont en grève illimitée à l'appel de la CGT depuis le mardi 21 mai 2024. Ils dénoncent une charge de travail qui ne cesse de s'accroître au prétexte de la baisse du trafic postal, le nombre de rues à couvrir augmente alors que les emplois ne cessent de diminuer. Les imprimés publicitaires, auparavant distribués par Médiapost, qui a cessé ses activités, viennent encore alourdir les sacoches.

La direction, d'une grande mauvaise foi, n'entend pas les personnels et va même jusqu'à sanctionner les salariés qui ne peuvent terminer leurs tournées dans les délais.



S'y ajoutent les revendications salariales : aujourd'hui, le salaire d'un facteur avec 28 ans d'ancienneté, se situe à 131 euros au-dessus du SMIC... « C'est la première grève sur le site depuis 2006, précise Jérémie BESTEL, délégué syndical CGT, ça démontre bien que les salariés n'en peuvent plus. » « Ils refusent ces conditions de travail et ce management toxique. » A ce jour, la direction n'a pas donné signe de vie. Belle preuve de respect... ([lire l'article de France 3](#))

## Reims - Saint-Léonard : Steelcase Le mirage d'Invest in Reims



La quasi-totalité des salariés de Steelcase, leader mondial du mobilier de bureau, ont cessé le travail le jeudi 16 mai contre la fermeture du site logistique de Reims - Saint-Léonard, avec suppression de 4 postes et transfert à Sarrebourg des 18 postes restants.

Ils revendiquaient une augmentation substantielle des mesures d'accompagnement salariales pour ceux qui refuseront la mobilité et le déracinement. Le mouvement a été reconduit jusqu'au

mardi 21 mai. Les négociations ont permis d'obtenir des améliorations sur les indemnités supra légales et le mouvement a été suspendu, dans l'attente de négociations qui se sont poursuivies le jeudi 23 mai.

La plate-forme logistique Steelcase de Saint-Léonard, fut inaugurée en grande pompe en décembre 2016, en présence de Mme VAUTRIN et M. ROBINET, avec promesse de 36 embauches. 8 ans plus tard, c'est la douche froide pour les 22 salariés du site. C'est Invest in Reims, ancienne agence pour le développement économique de Reims, qui, à l'époque, avait permis l'implantation de Steelcase, entreprise américaine, dans ce lieu remis aux normes.

Un « Choose France » à la rémoise qui n'aura pas fait long feu et qui laisse les salariés profondément blessés par cette décision patronale anti-sociale. ([lire l'article de l'Union](#)).

## Reims - Orange : augmentez les salaires, pas les dividendes !

A l'initiative de la CGT, l'ensemble des syndicats d'Orange ont lancé un appel national à la grève le 22 mai 2024.

**Principales revendications : les salaires et le pouvoir d'achat.** Contrairement au discours officiel, l'inflation continue à produire ses effets sur les coûts de l'énergie, des transports, des assurances, des produits de première nécessité.

Alors que les actionnaires d'Orange se sont réparti 2 milliards d'euros, 9 salariés sur 10 de l'entreprise ne toucheront aucune augmentation.

La NAO (Négociation annuelle obligatoire) est terminée pourtant 15 000 salariés ont signé une pétition demandant la réouverture de négociations salariales. Ils étaient appelés à se mobiliser le 22 mai, jour de l'Assemblée Générale des actionnaires.

A Reims, un rassemblement a eu lieu dès 8H devant le principal établissement de la Marne.

## Vatry - GXO Logistics : Mouvement suspendu

Le mouvement a démarré le mardi 13 mai chez GXO Logistics à Vatry pour dénoncer les conditions de travail liées au non-comblement des postes rendus vacants par les nombreux départs de CDI ou CDD non renouvelés depuis 2022 et exiger une prime exceptionnelle, compte tenu des résultats du groupe.

Le mouvement de grève a été suspendu vendredi 17 mai. « La date d'ouverture des négociations a été fixée le 24 juin en ce qui concerne la prime exceptionnelle, indique Jacky Lecomte, délégué CGT et élu titulaire au CSE. La direction s'est engagée à des embauches pour courant 2024. ».

Les salariés seront très vigilants sur l'issue de ces négociations.

## **France 3 / France Bleu :** *L'audiovisuel public en fusion*



À peine parachutée au Ministère de la Culture en remplacement de Rima ABDUL MALAK (virée pour ses positions anti-BOLLORÉ), Rachida DATI s'est lancée dans une vaste réorganisation de l'audiovisuel public, à marche forcée, histoire de se mettre en valeur en vue de la conquête de la Mairie de Paris, son objectif ultime.

Le projet de création d'une « BBC à la Française » à savoir la fusion d'ici 2026 de France Télévisions, Radio France, France Média Monde et l'INA, plonge une nouvelle fois les 16 300 salariés (20 000 si on y ajoute les non-permanents) dans la plus grande incertitude.

Prévu les 23 et 24 mai, le débat parlementaire risque de tourner court, compte tenu de la précipitation de la démarche et de la confusion qui l'entoure.

Quid de l'emploi ? des missions ? du financement ? de la couverture conventionnelle ? du statut des personnels ? du modèle industriel ? de l'offre numérique ?

La précédente fusion entre France 2, France 3, France 4, France 5 et RFO, émaillée de conflits, a mis près de 10 ans pour aboutir. Va-t-on infliger un nouveau traumatisme de cette ampleur aux salariés et téléspectateurs/internautes du service public ?

Les salariés de l'audiovisuel public, dont ceux de France 3 et de France Bleu à Reims, étaient appelés à la grève ces 23 et 24 mai, et un rassemblement a été organisé devant le Ministère de la Culture, à Paris.

## **Cheminots :** *Le 28 mai, remettons le trafic sur de bons rails !*

Le mardi 28 mai est organisée une grande manifestation nationale des cheminots. Le rendez-vous est fixé Place d'Italie à 12h30 en direction de Paris Montparnasse à l'appel de la CGT, rejointe par Sud rail et la CFDT cheminots, mais aussi soutenue par les syndicats européens des transports.

Cette manifestation qui s'annonce massive appelle à lutter contre la libéralisation et la casse de l'entreprise publique et s'oppose à l'ouverture à la concurrence pour le trafic voyageur et le transport marchandises.

En guise de préambule à cette grande journée d'action, une grève a eu lieu le mardi 21 mai, impactant le trafic TER dans la Marne, les revendications portaient sur les effectifs et les primes.

## **Reims - TUR :** *dégraissage annoncé*

Suite au nouveau contrat signé par le Grand Reims avec TRANSDEV et mis en place le 8 janvier 2024, l'offre tramway des TUR (Transports Urbains de Reims) s'est considérablement dégradée dans la branche Nord de Reims.

Une seconde phase s'annonce à compter de septembre 2024 avec la mise en place du réseau soirée qui s'accompagnera de la réduction du nombre de kilomètres desservis de jour et la suppression de 11 postes de conducteurs.

Une troisième phase est prévue en septembre 2025, avec la mise en place des BHNS (Bus à Haut Niveau de Service) qui verra la suppression de 37 postes de conducteurs !

Au final, c'est 30 % de l'offre de service dans la Ville de Reims qui va disparaître, par un jeu de vases communicants, pour afficher le développement à moyens constants de l'offre rurale et péri-urbaine. Les usagers de Reims en mesurent déjà les conséquences à travers l'allongement des temps d'attente et de déplacement.

Afin d'en débattre collectivement, les agents des TUR sont invités à participer à une Assemblée Générale d'information prévue le 3 juin au matin. ([Lire le tract de la CGT des TUR](#))



## **Champagne : La CGT opposée au travail à la tâche**



La CGT du champagne a émis un avis négatif sur la demande de dérogation aux durées maximales de travail adressée à la Direction départementale du travail par l'Union des Maisons de Champagne (UMC).

Dans son courrier, José BLANCO, Secrétaire général de l'Intersyndicat CGT du champagne explique que le travail à la tâche, qui pousse à des cadences et amplitudes élevées quelles que soient les conditions climatiques, répond à volonté du patronat d'accroître la productivité et le rendement en dépit des conséquences tragiques que l'on a vues lors des vendanges 2023. ([voir le site de la CGT du champagne](#))

## **Châlons-en-Champagne : L'intersyndicale a rencontré le préfet**

Lors de la rencontre du 21 mai avec le préfet de la Marne, Ghislain BRIDE, Secrétaire Général de l'Union Départementale CGT de la Marne, a remonté ses inquiétudes sur l'emploi dans notre territoire avec des fermetures d'usine comme l'usine de carrelage MEG à Oiry ou le site Steelcase à Saint-Léonard.

Il a rappelé que certaines de ces entreprises, présentées comme des fleurons industriels, avaient bénéficié d'aides publiques. La CGT a réaffirmé sa volonté de conditionner le versement des aides publiques à des critères sociaux et environnementaux.

Ghislain BRIDE a aussi fait part de son mécontentement suite au chantage exercé par la préfecture à l'occasion du déplacement de M. MACRON dans l'usine McCain à Matougues. Il est inacceptable de voir les syndicats parkés au coin d'un bois pour être invisibilisés lors de la venue du Président de la République.

Enfin, la CGT a de nouveau alerté le préfet sur le retour de Mme Zdenka AVRIL à son poste à la Direction du travail avec les mêmes responsabilités qu'avant l'affaire Anthony SMITH.

La CGT, comme les autres syndicats présents, a prévenu qu'elle refuserait tout échange avec les services de l'État si Mme AVRIL est présente.

## **Reims - Institut Michel Fandre : Les oubliés du Ségur à Paris**

Les salariés du sanitaire et du médico-social sont appelés à se joindre à la grève du secteur privé de la santé et à participer au rassemblement national du 30 mai à Paris, à 13h, devant le ministère de la Santé. À Reims, un bus sera affrété au départ du parking René Tys.

Les salariés demandent l'attribution des 183 euros sans condition pour tous les oubliés du Ségur et une augmentation générale des salaires, le maintien des garanties conventionnelles et l'abandon du projet de création d'un ordre national des psychologues.

La Macronie, en pleine nostalgie vichyste (c'est le régime de Vichy qui créa ce qui allait devenir l'Ordre des médecins en 1940), prévoit en effet dans un projet de loi, d'imposer aux psychologues d'adhérer à un machin corporatiste, payant, placé sous la tutelle du Premier Ministre ! On croit rêver.

## **Reims : INDECOSA au service des salariés et retraités**



Le 15 mai était organisé un stage de formation, suivi le 16 mai d'une réunion régionale d'INDECOSA CGT (INformation DÉfense des CONSommateurs SALariés) à la Maison des syndicats de Reims.

L'INDECOSA est une association de défense individuelle ou collective, de tous les consommateurs, qu'ils soient actifs ou retraités. Ses missions portent principalement sur la mobilité, la banque, le logement, l'accès aux soins, l'environnement...

L'échange du 16 mai a permis de faire un point d'étape sur ce qui se passe dans les différents départements de la région Grand Est. La Marne se distingue par le fonctionnement très rapproché qui a été mis en place entre l'INDECOSA et l'Union Départementale.

## Épernay : Développons la CGT



Le second module de formation « Développer la CGT » s'est achevé à Épernay, dans une ambiance de franche camaraderie. Dix militant-e-s, issu-e-s de différents secteurs : champagne, santé, transport, métallurgie, imprimerie, grande distribution, heureux de se retrouver après avoir déjà participé au premier module, ont pu débattre et s'armer autour des revendications de la CGT pour la réduction du temps de travail, la sécurité sociale ou encore le travail et l'environnement.

Nous leur souhaitons bonne continuation dans leur parcours de militant-e-s et les incitons à poursuivre leur formation via leur fédération, par exemple.

Un grand merci à ces camarades pour la richesse des débats et pour leur bonne humeur et merci à l'Union Locale d'Épernay et à son Secrétaire Général, pour son accueil.

## Châlons-en-Champagne :

### NO PASARÀN !

Une cinquantaine de personnes ont assisté à la soirée organisée par le CSIR (Conseil Syndical Inter Régional) regroupant les syndicats CGT de Champagne-Ardenne, et FGTB (Fédération Générale du Travail de Belgique) des régions de Charleroi, Namur et Neufchâteau, sur le danger mortel de l'extrême-droite.

La création collective du Théâtre de l'Ordinaire, NO PASARÀN, a servi d'introduction et a été suivie d'un riche débat. L'humour et le sérieux se sont

mêlés pour aborder la question et tenter d'éclairer cet incroyable paradoxe : comment une idéologie aussi contraire à celle de la CGT peut-elle séduire une partie de ses adhérents le jour des élections ?

Pour l'illustrer, le spectacle a montré, à travers de courtes séquences, le travail de sape opéré par la fachosphère, via les réseaux sociaux et les médias de la galaxie BOLLORÉ. Des fake news (fausses informations) tournant en boucle dans les médias, qui finissent par imprimer dans les têtes les mensonges les plus éhontés, sur les étrangers, par exemple, qui seraient la cause de tous les problèmes...

Anti-émigrés, anti-féministe, anti-écologiste, et bien entendu anti-social, l'extrême-droite avance masquée, obnubilée par la conquête du pouvoir.

A l'argument régulièrement entendu comme quoi « on n'a pas encore essayé », un camarade belge de la FGTB répond par la phrase de Karl Marx : « qui ne connaît pas l'histoire est condamné à la revivre... »



pour mes droits  
pour mes conditions  
de travail  
pour mon salaire  
et ma retraite

**JE**  
**VOTE**  
**CGT**

